

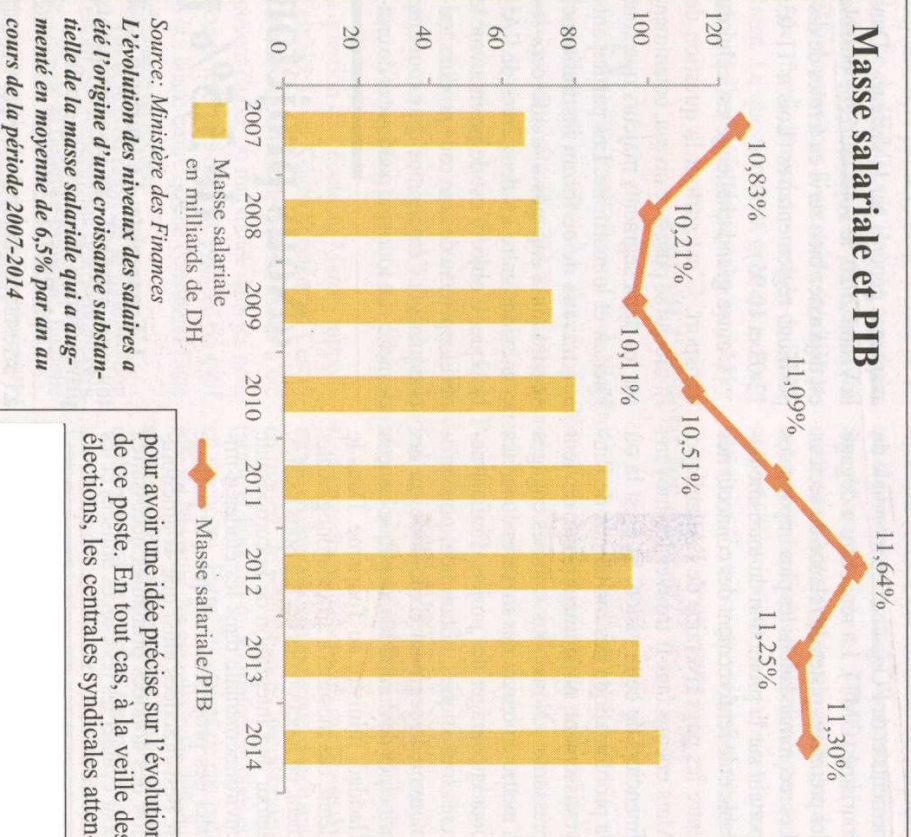
Les vrais chiffres de la masse salariale de l'Etat

- Elle atteint l'incroyable somme de 140 milliards de DH
- L'effet dialogue social a joué dans cet emballement

LES charges salariales de l'Etat deviennent «affolantes» et plombent les comptes publics. En tenant compte de la part patronale (retraites et assurance-maladie) et de l'impôt, le poste charge du personnel atteint l'incroyable somme de 140 milliards de dirhams. «Rapporté aux recettes et au PIB, leur niveau est important», souligne Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des Finances lors du Club de l'Economiste (cf. L'Economiste du mercredi 11 mars). A 15% du PIB, le ministre aurait pu ajouter «intenable». Son poids devient inquiétant au regard des possibilités économiques et financières du pays. «La rémunération moyenne dans le secteur public représente 3,5 fois le PIB par habitant au Maroc contre 2,5 fois dans la région et 1,5 fois au niveau mondial», avaient souligné les experts du FMI dans le rapport (cf. L'Economiste du 10/03/2014).

Sur les dernières années, la part de la masse salariale par rapport au PIB s'est inscrite sur une tendance haussière: 10,51% en 2010 et 11,30% quatre ans plus tard. Un niveau qui ne tient pas compte des charges sociales ni des impôts.

Cet emballement est attribué en grande partie aux «avantages» accordés dans le cadre du dialogue social. A titre d'exemple, l'augmentation du salaire de 2.800 dirhams à 3.000 dirhams mensuels au profit de



53.000 fonctionnaires a créé une dépense récurrente de 160 millions de dirhams.

Cette année, les crédits ouverts au titre des dépenses du personnel s'élèvent à 105,5 milliards de dirhams. Un montant qui tient compte des avancements et des postes budgétaires prévus par la loi de Finances. Il faudra aussi attendre les résultats du dialogue social avec les syndicats

pour avoir une idée précise sur l'évolution de ce poste. En tout cas, à la veille des élections, les centrales syndicales atten-

dent «un geste» sur les salaires de la part du gouvernement. C'est d'ailleurs l'une des conditions posées par les syndicats pour discuter la réforme de la retraite des fonctionnaires. A priori, l'amélioration des équilibres macro-économiques pourrait favoriser un nouvel accord sur l'amélioration des revenus. Et ce, même si le ministre des Finances appelle à la vigilance. «Il ne faut pas céder à l'optimisme béat et à l'euphorie. Le contexte est favorable et il faudrait maintenir la vigilance». L'analyse des recrutements dans la fonction publique révèle que sur la période 2007-2014, 146.961 postes ont été créés pour une enveloppe budgétaire de près de 12,8 milliards de dirhams. Rien que sur les cinq dernières années, la moyenne des embauches est passée à 22.228 postes contre 11.940 par an entre 2007 et 2009. L'Education, l'Enseignement supérieur, l'Intérieur, la Santé et la Justice se sont accaparés 80% des postes créés depuis 2007. □

K.M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com